

1. Phase de démarrage (1960—1970)

1. Phase de démarrage (1960–1970)

Croissance économique et expansion du commerce :

Dans les années 1950–1960, les pays industrialisés connaissent une forte croissance économique (les fameuses Trente Glorieuses).

La production industrielle explose, et avec elle, la demande en matières premières.

Les pays échangent davantage, notamment :

- L'Europe et les États-Unis pour les produits manufacturés.
- Les pays du Sud pour les matières premières et produits agricoles.

1. Phase de démarrage (1960–1970)

Croissance économique et expansion du commerce :

Données clés :

- En 1960 : les exportations mondiales s'élèvent à environ 130 milliards de dollars.
 - En 1970 : elles atteignent environ 320 milliards de dollars.
- Cela représente déjà un doublement en 10 ans, signe d'un dynamisme nouveau.

1. Phase de démarrage (1960–1970)

Les moteurs de cette expansion :

- Reconstruction et modernisation de l'Europe et du Japon
- Plan Marshall (1948–1952) : aide financière massive des États-Unis à l'Europe pour sa reconstruction.
- Le Japon bénéficie d'une reconstruction soutenue par la demande américaine durant la guerre de Corée (1950–1953).

Ces régions deviennent à nouveau productrices et exportatrices.

1. Phase de démarrage (1960–1970)

Les moteurs de cette expansion :

Progrès techniques et transport

- Diminution des coûts du transport maritime et aérien.
- Début de la conteneurisation (transport standardisé par conteneurs) dans les années 1960.
- Amélioration des communications (télégraphe, télex, débuts des communications internationales par téléphone et satellites, infrastructures portuaires).

Régime de change stable

- Grâce au système de Bretton Woods, les entreprises peuvent échanger sans risque majeur de fluctuation monétaire.
- Cela sécurise les transactions et encourage les flux commerciaux.

1. Phase de démarrage (1960–1970)

◆ Les acteurs dominants :

- Les États-Unis : moteur du système économique mondial, puissance monétaire (dollar), industrielle et technologique.
- L'Europe de l'Ouest : en pleine reconstruction et intégration (Traité de Rome en 1957 → CEE).
- Le Japon : renaît économiquement et devient un grand exportateur de produits manufacturés.
- Les échanges se concentrent donc entre les pays industrialisés, c'est-à-dire les membres de l'OCDE.

1. Phase de démarrage (1960–1970)

◆ Les limites et caractéristiques de cette phase :

- Le commerce reste principalement Nord–Nord (entre pays développés).
- Les pays du Sud restent marginalisés, cantonnés à l'exportation de produits primaires.
- Les flux d'investissements internationaux sont encore faibles.
- Le système de Bretton Woods repose sur un déséquilibre croissant : le dollar devient surévalué à cause du déficit américain (ce qui mènera à la fin de ce système en 1971).

Le système de Bretton Woods (1944–1971) : principe

Objectif : stabiliser le système monétaire international après 1945 pour favoriser le commerce.

Architecture :

- Le **dollar** devient **monnaie pivot**, *seule* convertible en **or** à taux fixe :

1 once d'or = 35 dollars.

- Les autres monnaies (franc, livre, yen, mark...) ont un **taux de change fixe** vis-à-vis du dollar (bandes de $\pm 1\%$).
- Création d'institutions : **FMI** (stabilité monétaire) et **Banque mondiale** (reconstruction et développement).

Logique : si la monnaie X est fixée au dollar et que le dollar est convertible en or, alors X est *indirectement* adossée à l'or via le dollar.

Les déséquilibres cumulés (années 1960)

Origine du biais :

- Les États-Unis financent la reconstruction (Plan Marshall), des bases à l'étranger, la **guerre du Vietnam**, et des importations croissantes.
- ⇒ **Déficit de la balance des paiements US** et **émission massive de dollars** dans le monde (*dollar glut*).

Contradiction interne :

- Le stock d'**or** américain devient **insuffisant** face à la masse de **dollars** détenus par les banques centrales étrangères.
- **Perte de confiance** : plusieurs pays demandent la **conversion** de leurs dollars en or (ex. France de De Gaulle).

Conséquence économique

Le **dollar devient surévalué** : le prix officiel de l'or (35 \$ l'once) ne reflète plus la *valeur économique réelle*. Le système devient **intenable** sans dévaluation du dollar ou réévaluation de l'or.

La fin : le “Nixon Shock” (15 août 1971)

Décision :

- Le président **Richard Nixon suspend** la convertibilité or/dollar.
- Fermeture du “guichet or” de la Fed $\Rightarrow$ le dollar devient **monnaie fiduciaire** (non convertible).

Après 1971–1973 :

- Échecs des tentatives de replâtrage (accords du Smithsonian, serpent monétaire).
- **Généralisation des taux de change flottants** entre grandes monnaies (1973).

Bilan :

- Bretton Woods (1944–1971) a offert **25 ans de stabilité** propices au commerce international.
- Mais la **contradiction dollar–or** et les **déficits américains** ont rendu le régime insoutenable.

Synthèse : de l'or aux changes flottants

Bretton Woods (1944–1971)

- Dollar convertible en or (35 \$ / once).
- Taux fixes vis-à-vis du dollar ($\pm 1\%$).
- FMI / Banque mondiale.
- $\Rightarrow$ **Stabilité** et essor du commerce international.

Après 1971–1973

- Fin de la convertibilité or/dollar.
- **Changes flottants** selon l'offre et la demande.
- **Volatilité accrue** mais **flexibilité d'ajustement**.
- Montée des **marchés des changes** et instruments de couverture.

Message clé

Le passage aux changes flottants a transformé la **structure du commerce mondial** : désormais, la gestion du **risque de change** et la stabilité financière deviennent des enjeux centraux.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

1980: les exportations atteignent 2 000 milliards \$, soit une multiplication par 6 en 20 ans.

1990: elles passent à 6 500 milliards \$.

Facteurs :

- Décolonisation → intégration progressive des pays du Sud dans le commerce.
- Réduction des droits de douane via le GATT.
- Début de la montée en puissance des pays asiatiques (NPIA : Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour).



C'est la première vraie mondialisation contemporaine.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

Les grands moteurs de cette expansion :

1. La décolonisation et l'intégration du Sud dans l'économie mondiale

Dans les années 1960–1970, de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine obtiennent leur indépendance.

Ces nouveaux États cherchent à s'intégrer dans le commerce international, d'abord comme exportateurs de matières premières, puis comme producteurs industriels.

Cela élargit considérablement le nombre d'acteurs sur la scène mondiale.

Exemple : les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) deviennent des acteurs majeurs après le choc pétrolier de 1973.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

2. La réduction continue des barrières commerciales

Le GATT poursuit ses cycles de négociation, notamment :

Le Tokyo Round (1973–1979) qui abaisse davantage les droits de douane et aborde les barrières non tarifaires.

Le commerce devient de plus en plus libéralisé.

Les firmes multinationales profitent de cette ouverture pour investir et produire dans plusieurs pays à la fois.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

3. L'essor des nouvelles puissances asiatiques

Appelés NPIA (Nouveaux Pays Industriels Asiatiques) :

Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour.

Ces pays adoptent une stratégie d'industrialisation par les exportations : ils misent sur une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, soutenue par des politiques publiques volontaristes.

Résultat : ils deviennent des plateformes industrielles pour les marchés occidentaux et contribuent massivement à la croissance du commerce mondial.

C'est la première vague de mondialisation productive.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

4. Les innovations technologiques et logistiques

- Généralisation du conteneur maritime, qui réduit drastiquement les coûts de transport et les délais de livraison.
- Développement de nouvelles technologies de communication (téléphone, télécopie, informatique naissante) facilitant la coordination internationale.
- Ces progrès stimulent les chaînes de production mondiales.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

5. L'expansion des firmes multinationales

- Les grandes entreprises, notamment américaines, japonaises et européennes, commencent à s'implanter à l'étranger.
- Elles créent des filiales industrielles et commerciales dans les pays en développement.
- Cette période marque le début de la division internationale du travail moderne :
 1. Les pays du Nord se spécialisent dans la conception, la recherche et les services.
 2. Les pays du Sud se spécialisent dans la production manufacturière.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

Les crises et ajustements :

- Malgré cette expansion, la période est marquée par des crises pétrolières (1973 et 1979) et une forte inflation.
- Le système de Bretton Woods s'effondre en 1971 : fin de la convertibilité du dollar en or, et passage à des taux de change flottants.
- Ces bouleversements n'arrêtent pas le commerce, mais le rendent plus volatil et dépendant des prix de l'énergie.

2. L'explosion des échanges (1970–1990)

Enjeux et conséquences :

Croissance rapide mais inégale :

Les pays industrialisés dominant toujours, mais de nouveaux acteurs émergent.

Transformation structurelle :

1. L'industrie devient mondiale.

2. Les flux de capitaux et d'investissements se multiplient.

Première mondialisation contemporaine :

3. Le monde devient économiquement interconnecté.

4. Les chocs (pétrole, finance) se propagent désormais à l'échelle planétaire.

3. La mondialisation accélérée (1990—2008)

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

- 2000 : environ 7 800 milliards \$.
- 2008 : juste avant la crise, les échanges dépassent 16 000 milliards \$.

Facteurs :

- Création de l'OMC (1995).
 - Révolutions technologiques (conteneurisation, TIC, logistique mondiale).
 - Intégration de la Chine dans l'OMC (2001).
- ☞ Croissance exceptionnelle → le commerce devient moteur de la croissance mondiale.



3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

◆ Les transformations majeures :

1. La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 1995)

L'OMC succède au GATT et renforce la gouvernance du commerce mondial.

Ses missions : libéraliser davantage les échanges, régler les différends commerciaux, garantir la transparence et l'égalité de traitement entre les membres.

Elle élargit son champ d'action aux services (accord AGCS) et à la propriété intellectuelle (accord ADPIC).

Le nombre de pays membres augmente rapidement, couvrant plus de 90 % du commerce mondial.

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

2. Les révolutions technologiques et logistiques

Les innovations transforment radicalement les échanges :

- Généralisation de la conteneurisation : baisse massive des coûts de transport et fiabilité accrue des livraisons.
- TIC (Technologies de l'information et de la communication) : Internet, ordinateurs, téléphonie mobile et réseaux mondiaux facilitent la coordination instantanée des entreprises.
- Logistique mondiale intégrée : création de chaînes d'approvisionnement planétaires (supply chains), permettant une production fragmentée mais fluide.

Ces révolutions donnent naissance à des chaînes de valeur mondiales (CVM), où la conception, la production et la distribution sont réparties entre plusieurs pays.

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

3. L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale

- La Chine adhère à l'OMC en 2001, après plusieurs années de réformes économiques engagées depuis 1978.
- Ce tournant fait de la Chine l'usine du monde :
 1. Production à faible coût,
 2. Exportations massives de produits manufacturés,
 3. Entrée de centaines de millions de travailleurs sur le marché mondial.

Son intégration bouleverse la géographie du commerce mondial et accélère la délocalisation industrielle des pays occidentaux.

La Chine devient, en quelques années, un acteur central du commerce international.

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

4. La financiarisation et la mobilité des capitaux 💰

- Libéralisation financière mondiale : les capitaux circulent librement d'un pays à l'autre.
- Explosion des IDE (investissements directs étrangers), qui deviennent un vecteur majeur de la mondialisation.
- Les firmes multinationales se transforment en réseaux globaux de production et de financement.
- Les marchés financiers deviennent interconnectés, mais aussi plus vulnérables aux crises (comme celle de 2008).

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

◆ Les effets économiques et sociaux :

Croissance exceptionnelle :

- Entre 1990 et 2008, la croissance mondiale moyenne dépasse 4 % par an, tirée par les échanges.
- Réduction relative de la pauvreté dans certains pays émergents, mais creusement des inégalités au sein des pays développés.
- Délocalisations industrielles vers les pays à bas salaires.
- Concurrence accrue et pression sur les coûts du travail.
- Vulnérabilité systémique : la mondialisation financière favorise la diffusion rapide des crises (ex. crise asiatique 1997, crise financière 2008).

3. La mondialisation accélérée (1990–2008)

5. L'essor des puissances émergentes

En plus de la Chine, d'autres économies connaissent une croissance rapide : Inde, Brésil, Russie, Mexique, Turquie...

Ces pays bénéficient :

- de l'ouverture commerciale,
- des investissements directs étrangers (IDE),
- et de la montée en puissance de la demande mondiale.

Cela conduit à un déplacement du centre de gravité économique vers l'Asie.

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

2008–2009 : crise financière mondiale → contraction de 12 % du commerce mondial en 2009, la plus forte baisse depuis 1945. Reprise jusqu'en 2019 : échanges à environ 19 000 milliards \$.

2020 : pandémie de COVID-19 → chute de 9 % des exportations mondiales.

On observe une volatilité accrue liée aux crises financières et sanitaires.



4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

1. La crise financière mondiale (2008–2009)

◆ Origine :

La crise débute aux États-Unis avec l'effondrement du marché immobilier et des subprimes (crédits hypothécaires à risque).

Elle se transforme rapidement en crise bancaire mondiale, provoquant une paralysie du crédit et une chute de la demande mondiale.

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

◆ **Conséquences sur le commerce international :**

En 2009, le commerce mondial s'effondre de 12 %, soit la plus forte contraction depuis la Seconde Guerre mondiale.

De nombreuses entreprises réduisent leurs exportations, ferment leurs usines ou rapatrient certaines productions.

Les chaînes de valeur mondiales se retrouvent brutalement fragilisées : la dépendance entre économies devient une source de vulnérabilité.

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

◆ Réponses :

Les gouvernements et banques centrales mettent en place des plans de relance massifs (États-Unis, Europe, Chine).

Ces politiques permettent une reprise progressive du commerce dès 2010.

En 2019, les échanges mondiaux atteignent environ 19 000 milliards de dollars, retrouvant un niveau supérieur à celui d'avant-crise.

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

2. La montée des incertitudes géopolitiques (2010–2019)

Les années 2010 voient apparaître un reflux du multilatéralisme et des tensions commerciales croissantes :

Guerre commerciale États-Unis–Chine (droits de douane réciproques à partir de 2018).

Brexit (2016) : sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Montée du protectionnisme et des politiques nationalistes économiques.

Les chaînes de valeur mondiales se réorganisent : certaines firmes cherchent à diversifier leurs fournisseurs ou à rapprocher la production des marchés (nearshoring).

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

◆ 3. La pandémie de COVID-19 (2020)

◆ Impact immédiat :

La pandémie provoque un arrêt brutal du commerce mondial :

- Fermetures de frontières,
- Blocage des transports,
- Suspension d'activités industrielles.

En 2020, les exportations mondiales chutent de 9 % (OMC).

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

◆ Perturbations structurelles :

1. Ruptures d'approvisionnement dans les secteurs stratégiques (semi-conducteurs, santé, énergie).
2. Réflexions sur la souveraineté économique et la résilience des chaînes logistiques.
3. Accélération de la digitalisation du commerce : explosion du e-commerce et des services numériques transfrontaliers.

4. Chocs et ralentissements (2008–2020)

◆ 4. Enseignements et tendances récentes

Le commerce mondial reste très dépendant des cycles économiques et financiers.

Les crises (financières, sanitaires, géopolitiques) ont révélé :

- La vulnérabilité du système global,
- Le besoin de diversifier les sources d'approvisionnement,
- L'importance des technologies numériques dans la continuité du commerce.

La mondialisation ne disparaît pas, mais change de nature :

- Moins extensive (croissance plus lente),
- Plus sélective (régionale, numérique, stratégique).

Contexte général : un tournant dans la mondialisation

Période concernée : années 2010, après la crise financière mondiale (2008–2009).

Constat : Le commerce international reprend, mais la croissance est plus lente et le climat économique devient incertain.

- Reflux du **multilatéralisme** : les grands accords internationaux perdent de leur influence.
- Montée des **tensions commerciales et politiques** entre grandes puissances.
- Retour du **protectionnisme** et des politiques économiques nationalistes.

Message clé

Les années 2010 marquent une **rupture avec la mondialisation libérale** : le commerce mondial devient plus conflictuel, plus politique et plus régionalisé.

La guerre commerciale États-Unis – Chine (2018–2019)

Origine :

- Les États-Unis accusent la Chine de concurrence déloyale, de vol de propriété intellectuelle et de déséquilibres commerciaux.
- Le déficit commercial américain vis-à-vis de la Chine dépasse 350 milliards \$.

Déroulement :

- À partir de 2018, le président **Donald Trump** impose des **droits de douane supplémentaires** sur les importations chinoises.
- La Chine réplique en taxant à son tour les produits américains.
- C'est une véritable **guerre commerciale**, où chaque pays augmente ses barrières tarifaires.

Conséquences

- Hausse du coût des échanges mondiaux.
- Incertitude pour les entreprises exportatrices.
- Ralentissement du commerce international (OMC : +1,2 seulement en 2019).

Le Brexit (2016) : repli national face à l'intégration européenne

Définition : le **Brexit** est la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, votée par référendum en 2016.

Motivations principales :

- Reprise du **contrôle des frontières** et des politiques migratoires.
- Volonté de **rétablir la souveraineté économique et législative**.
- Opposition à la bureaucratie et aux règles communes européennes.

Conséquences économiques :

- Réduction des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE.
- Retour de **barrières douanières et administratives**.
- Incertitudes pour les entreprises et les marchés financiers.

Enjeux

Le Brexit symbolise la **crise du projet d'intégration économique régionale** et le retour des logiques de **souveraineté nationale**.

Le retour du protectionnisme et du nationalisme économique

Caractéristiques :

- De nombreux pays adoptent des politiques visant à **protéger leur production nationale**.
- Augmentation des **droits de douane** et restrictions sur les importations.
- **Soutien public** aux industries nationales stratégiques (acier, automobile, technologie...).

Motivations :

- Crainte de la dépendance vis-à-vis de la Chine et d'autres pays émergents.
- Recherche de **sécurité économique** et d'emplois locaux.

Résultat

La **logique du “chacun pour soi”** affaiblit la coopération internationale et accentue les tensions commerciales mondiales.

Réorganisation des chaînes de valeur mondiales (CVM)

Contexte : Les tensions commerciales, le Brexit et la guerre économique poussent les entreprises à repenser leurs chaînes de production.

Évolutions observées :

- **Diversification des fournisseurs** : éviter la dépendance à un seul pays (ex. la Chine).
- **Rapprochement des sites de production** : phénomène de **nearshoring**.
- Développement de chaînes de valeur **régionales** (Asie, Europe, Amérique du Nord).

Effets économiques :

- Moins d'efficacité globale, mais plus de résilience.
- Hausse des coûts de production à court terme.
- Recherche d'un équilibre entre **efficacité** et **sécurité économique**.

Conclusion

Cette reconfiguration illustre le passage d'une **mondialisation intégrée** à une **mondialisation sélective et prudente**.

Etude de cas n°1

"...L'impact
économique et
financier du
Brexit..."

Télécharger l'article (QR code)

L'impact économique et financier du Brexit

Scannez ce QR code



Référence courte

Scannez ce QR code pour lire un article de Politique étrangère intitulé « L'impact économique et financier du Brexit » d'Emmanuel Mourlon-Druol (2018).

Consignes

Ce texte analyse les conséquences économiques et financières de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, en abordant les questions de souveraineté, de commerce, d'investissement et de stabilité financière.

Objectif pédagogique

comprendre comment un événement politique majeur peut transformer les équilibres économiques internationaux. technologiques et monétaires reconfigurent la mondialisation.

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

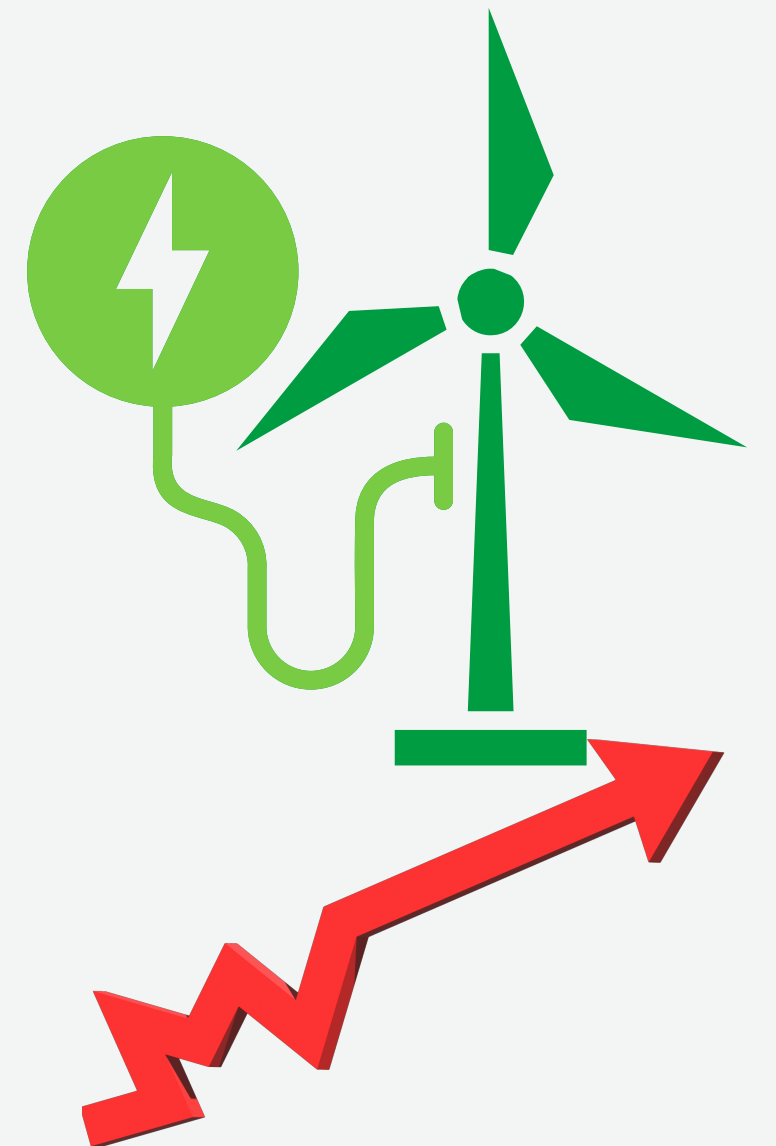
2022 : record de 31 000 milliards \$.

Explications :

- Reprise post-COVID (demande mondiale relancée).
- Hausse des prix de l'énergie et des matières premières (effet prix → valeur nominale plus élevée).

Mais contexte fragile : guerre en Ukraine, tensions Chine–USA, inflation mondiale.

Le commerce reste élevé, mais les perspectives montrent une incertitude → certains parlent de "slowbalisation" (ralentissement de la mondialisation).



5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

1. Les causes du rebond post-COVID

Reprise de la demande mondiale :

Après les confinements et restrictions, les ménages et entreprises reprennent leurs consommations et investissements.

La demande de biens manufacturés explose (automobile, électronique, textile, etc.).

Les politiques de soutien massives (plans de relance aux États-Unis, en Europe et en Chine) amplifient le redémarrage.

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

◆ **Effet prix et matières premières :**

Forte hausse des prix de l'énergie (pétrole, gaz) et des matières premières (métaux, céréales, engrais).

Ce phénomène entraîne une augmentation en valeur du commerce mondial, même si les volumes échangés progressent plus modestement.

L'inflation mondiale s'accélère.

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

◆ 2. Un contexte géopolitique fragile ⚠

La reprise s'accompagne de nouvelles tensions internationales :

Guerre en Ukraine (février 2022) :

Perturbations majeures dans les échanges d'énergie (gaz, pétrole), de blé et de métaux.

Hausse des coûts logistiques et de transport maritime.

Tensions entre la Chine et les États-Unis :

Rivalité technologique et commerciale persistante.

Politique de "zéro COVID" en Chine qui ralentit les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Inflation mondiale durable, alimentée par la hausse des coûts et les politiques monétaires expansionnistes.

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

◆ 3. Un commerce mondial élevé mais incertain

Le commerce reste dynamiquement élevé en valeur, mais la tendance à long terme montre une fragilité :

Les entreprises repensent leurs chaînes de valeur (relocalisation partielle, diversification des fournisseurs).

Les États adoptent des stratégies de souveraineté économique (énergie, santé, technologies).

Les économistes parlent de "slowbalisation" :

Un ralentissement de la mondialisation après plusieurs décennies d'expansion rapide.

La croissance du commerce devient moins rapide que celle du PIB mondial.

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

◆ 4. Nouveaux moteurs et mutations structurelles

Malgré les tensions, de nouvelles dynamiques apparaissent :

Transition énergétique : investissements massifs dans les énergies renouvelables et les technologies vertes.

Digitalisation accrue : le commerce électronique et les services numériques transfrontaliers continuent de croître.

Régionalisation : multiplication d'accords commerciaux régionaux (RCEP en Asie, AfCFTA en Afrique).

Durabilité : montée des exigences environnementales dans les échanges (taxe carbone, traçabilité, etc.).

5. Rebond et incertitudes récentes (2021–2022)

◆ 5. Enjeux et perspectives :

Le commerce international reste un pilier de la croissance mondiale, mais dans un environnement plus incertain.

Les chocs énergétiques, géopolitiques et climatiques redéfinissent les priorités économiques.

La mondialisation devient plus sélective et plus durable, centrée sur la sécurité, la résilience et la transition écologique.

Synthèse

- En 60 ans, les exportations mondiales sont passées de 130 milliards \$ à 31 000 milliards \$ → multiplication par 238.
- Le commerce est devenu une part essentielle de la richesse mondiale ($\approx 60\%$ du PIB mondial).
- Chaque phase correspond à une dynamique économique et géopolitique (reconstruction, libéralisation, émergence de la Chine, crises financières, pandémie, guerres commerciales).